



COMMISSION CENTRALE
POUR LA NAVIGATION DU RHIN



Arrangement de coopération entre la Commission Centrale pour la navigation du Rhin et la Commission de la Moselle

La Commission centrale pour la navigation du Rhin (ci-après « CCNR ») et la Commission de la Moselle (ci-après « CM »),

vu l'échange de lettres entre le Secrétaire Général de la CCNR et le Président de la CM en date du 12 septembre 2008 ;

considérant la volonté de la CCNR et de la CM d'approfondir leur coopération et d'améliorer l'efficacité des travaux menés ;

considérant la volonté de la CM de faire avancer les développements en cours sur un plan européen, et plus particulièrement dans le cadre du développement d'une stratégie pour la gestion des corridors (le Rhin et la Moselle se trouvent sur le corridor 9 du CEF) ;

considérant la volonté de la CCNR de prendre en compte le nouveau cadre qui se créera à la suite de l'arrangement entre la CCNR et l'UE dans sa collaboration avec la CM,

conviennent de ce qui suit :

Article 1

Le présent arrangement a pour objet d'établir une coopération renforcée entre la CCNR et la CM en concordance et en soutien de la politique européenne pour le développement et la promotion de la navigation intérieure.

Les deux parties visent, en particulier dans certains domaines, précisés à l'article 5, une coopération renforcée et une simplification des processus de travail, sans pour autant porter atteinte à l'indépendance des deux institutions.

Article 2

La CCNR reconnaît à la CM le statut d'observateur conformément aux dispositions de son règlement intérieur. A ce titre, la CM pourra participer sans droit de vote à la session plénière, aux comités et à leurs groupes de travail, selon les modalités définies par ces organes. Les ordres du jour, comptes rendus ou autres documents relatifs à ces organes lui seront adressés. Elle sera informée des réunions d'étude ou d'information, tables rondes et conférences, etc. organisées par la CCNR et sera invitée à ces dernières.

le MD

Article 3

La CM reconnaît à la CCNR le statut d'observateur conformément aux dispositions de son règlement intérieur. A ce titre la CCNR pourra participer sans droit de vote à la session plénière, aux comités et à leurs groupes de travail, selon les modalités définies par ces organes. Les ordres du jour, comptes rendus ou autres documents relatifs à ces organes lui seront adressés. Elle sera informée des réunions d'étude ou d'information, tables rondes et conférences, etc. organisées par la CM et sera invitée à ces dernières.

Article 4

1. La CCNR et la CM conviennent que des échanges sur les programmes de travail respectifs seront conduits par les Secrétariats, en vue d'une identification des points d'intérêt commun et d'une définition de projets de coopération renforcée dans les domaines prévus à l'article 5. A cet effet, leurs Secrétariats prendront les dispositions nécessaires. Ils tiendront à échéance régulière et au moins une fois par an des réunions de coordination. Un compte-rendu de ces réunions de coordination sera dressé. Un programme d'activités commun et une planification des échéances des activités seront élaborés. Les délégations de part et d'autre seront régulièrement tenues informées.
2. Le Secrétariat de la CCNR informera régulièrement la CM sur la mise en œuvre de l'Arrangement administratif avec la DG MOVE de la Commission Européenne. Il lui fournira les renseignements pertinents en temps utile.
3. Le Secrétariat de la CCNR informera la CM d'une manière adaptée de la coopération interinstitutionnelle relative à la navigation intérieure, notamment avec la Commission du Danube et la CEE-ONU.
4. Le Secrétariat de la CCNR informera régulièrement la CM sur les travaux visés aux paragraphes 2 et 3, à l'occasion de la session plénière de la CM.

Article 5

1. Les domaines de coopération renforcée retenus par la CCNR et la CM sont les suivants :
 - a) le suivi économique du transport par voie d'eau ;
 - b) les activités réglementaires des deux commissions et notamment celles relatives aux règles de police.
2. La CCNR et la CM se concerteront :
 - a) pour les questions relatives à la promotion du transport fluvial ;
 - b) quant à la participation aux domaines d'action visés dans la communication NAIADES II et notamment l'intégration du transport fluvial dans des chaînes logistiques multimodales et sur les plateformes qui y sont rattachées.
3. La CCNR et la CM échangeront des informations dans les domaines suivants :
 - a) les questions relatives à la mise en œuvre et à l'application des règles concernant le personnel navigant, en particulier concernant la reconnaissance de titres non rhénans (certificat de conduite et certificat d'aptitude à la conduite au radar) sur le Rhin et la Moselle.
 - b) le développement de l'infrastructure au regard des défis écologiques et des contraintes découlant de la réglementation pertinente.



Article 6

La CM (Secrétariat et Comité des Péages) sera invitée à participer aux travaux relatifs à l'observation du marché que la CCNR développe en association avec la Commission Européenne et la profession de la navigation intérieure. La CCNR communiquera à la CM les résultats des travaux en cours. La CM communiquera à la CCNR les informations qu'elle a recueillies relatives au trafic sur la Moselle, en vue d'une prise en compte adéquate du marché mosellan dans l'observation du marché européen. Les deux Commissions conviendront des modalités d'un travail commun en ce qui concerne le trafic Rhin-Moselle et sa promotion ainsi que sur l'économie et les coûts des transports fluviaux. La prise en compte du marché mosellan dans le cadre de la future observation du marché sera examinée par les deux Secrétariats en tenant compte des échéances concernées.

Article 7

1. Dans le cadre de la coopération relative aux règles de police, les travaux d'harmonisation entre le RPNM et le RPNR seront poursuivis. A cet égard, des réunions communes des organes compétents de part et d'autre seront prévues. Une attention particulière sera portée à la mise en œuvre des services d'information fluviale (SIF), afin de réunir les conditions d'une plus grande harmonisation.
2. La CCNR et la CM s'engagent à se concerter étroitement en matière de mise en œuvre de l'arrangement RAINWAT. Les deux Secrétariats prennent les dispositions nécessaires notamment pour l'adoption du nouveau guide de radiotéléphonie et sa mise à jour périodique.

Article 8

La CCNR et la CM développeront leur coopération par le biais de stages du personnel des Secrétariats respectifs, en particulier pour les aspects économiques et les activités réglementaires communes aux deux commissions, en vue d'un échange d'expériences et d'une collaboration suivie.

Article 9

Le présent arrangement de coopération entrera en vigueur à la date de la réalisation de l'échange de lettres approuvant le présent arrangement.

Article 10

Cet arrangement remplace l'arrangement de coopération conclu par échange de lettres en date du 12 septembre 2008.

Article 11

Le présent arrangement de coopération pourra être révisé à la demande de chaque partie ou dénoncé, la dénonciation prenant effet au terme d'un préavis de trois mois.

Straßburg/Strasbourg, 25 IV 2014

Für die ZKR/Pour la CCNR

Der Generalsekretär/Le Secrétaire Général
Hans van der WERF

Trier/Trèves,

Für die MK/Pour la CM

Der Präsident/Le Président
Max NILLES



ZENTRAKKOMMISSION
FÜR DIE RHEINSCHIFFFAHRT



Abmachung für die Kooperation zwischen der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt und der Moselkommission

Die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt (im Folgenden „ZKR“ genannt) und die Moselkommission (im Folgenden „MK“ genannt),

gestützt auf den Briefwechsel vom 12. September 2008 zwischen dem Generalsekretär der ZKR und dem Präsidenten der MK;

in der Erwägung, dass die ZKR und die MK ihre Kooperation intensivieren und die Arbeiten effizienter gestalten/ möchten;

in der Erwägung, dass die MK, insbesondere bei der Strategieentwicklung für das Korridormanagement (Rhein und Mosel befinden sich im Korridor 9 des CEF), die laufenden Entwicklungen auf EU-Ebene weiter vorantreiben möchte;

in der Erwägung, dass die ZKR dem neuen Rahmen, der infolge der Vereinbarung zwischen ZKR und EU entstehen wird, in ihrer Zusammenarbeit mit der MK Rechnung tragen möchte;

kommen wie folgt überein:

Artikel 1

Diese Abmachung hat zum Inhalt eine Intensivierung der Kooperation zwischen der ZKR und der MK in Übereinstimmung und Unterstützung der europäischen Politik zur Entwicklung und Förderung der Binnenschifffahrt.

Die beiden Parteien streben insbesondere in den in Artikel 5 genannten Teilbereichen eine verstärkte Zusammenarbeit und eine Vereinfachung der Arbeitsprozesse an, unbeschadet der Unabhängigkeit beider Institutionen.

Artikel 2

Die ZKR räumt der MK nach Maßgabe ihrer Geschäftsordnung den Status des Beobachters ein. Als solcher kann die MK ohne Stimmrecht an der Plenarsitzung, an den Sitzungen der Ausschüsse und deren Arbeitsgruppen gemäß den von diesen Organen definierten Modalitäten teilnehmen. Ihr werden für diese Organe die Tagesordnungen, Niederschriften oder andere Dokumente übermittelt. Sie wird über die von der ZKR veranstalteten Arbeits- oder Informationssitzungen, Runde-Tisch-Gespräche, Konferenzen usw. unterrichtet und eingeladen.

Artikel 3

Die MK räumt der ZKR nach Maßgabe ihrer Geschäftsordnung den Status des Beobachters ein. Als solcher kann die ZKR ohne Stimmrecht an der Plenarsitzung, an den Sitzungen der Ausschüsse und deren Arbeitsgruppen gemäß den von diesen Organen definierten Modalitäten teilnehmen. Ihr werden für diese Organe die Tagesordnungen, Niederschriften oder andere Dokumente übermittelt. Sie wird über die von der MK veranstalteten Arbeits- oder Informationssitzungen, Runde-Tisch-Gespräche, Konferenzen usw. unterrichtet und eingeladen.

Artikel 4

1. Die ZKR und die MK vereinbaren, dass sich ihre Sekretariate über die jeweiligen Arbeitsprogramme austauschen, um Fragen von gemeinsamem Interesse zu ermitteln und Vorhaben einer verstärkten Zusammenarbeit in den in Artikel 5 genannten Bereichen festzulegen. Die Sekretariate ergreifen dazu die erforderlichen Maßnahmen. Sie halten in regelmäßigen Abständen und mindestens einmal jährlich Koordinierungssitzungen ab. Über diese Koordinierungssitzungen wird eine Niederschrift angefertigt. Es wird ein gemeinsames Tätigkeitsprogramm mit entsprechendem Zeitplan erstellt. Die Delegationen der beiden Organisationen werden regelmäßig auf dem Laufenden gehalten.
2. Das Sekretariat der ZKR unterrichtet die MK regelmäßig über die Umsetzung der Verwaltungsvereinbarung mit der GD MOVE der Europäischen Kommission und übermittelt ihr rechtzeitig alle einschlägigen Informationen.
3. Das Sekretariat der ZKR unterrichtet die MK in geeigneter Weise über die binnenschifffahrtsbezogene interinstitutionelle Zusammenarbeit, namentlich mit der Donaukommission und der UN-ECE.
4. Das Sekretariat der ZKR unterrichtet die MK anlässlich deren Plenarsitzung regelmäßig über die in den Absätzen 2 und 3 genannten Arbeiten.

Artikel 5

1. In folgenden Bereichen wird eine verstärkte Zusammenarbeit zwischen ZKR und MK angestrebt:
 - a) wirtschaftliche Beobachtung des Binnenschiffverkehrs;
 - b) verordnungsrechtliche Arbeiten der beiden Kommissionen, insbesondere jene in Bezug auf die Schifffahrtspolizeiverordnungen.
2. Die ZKR und die MK stimmen sich ab über
 - a) Angelegenheiten der Förderung des Binnenschiffsverkehrs;
 - b) die Beteiligung an den in der Mitteilung NAIADES II genannten Maßnahmenbereiche, insbesondere die Integration der Binnenschifffahrt in multimodale Logistikketten sowie daran angebundene Plattformen.
3. Die ZKR und die MK tauschen in folgenden Bereichen regelmäßig Informationen aus:
 - a) Fragen zur Umsetzung und Anwendung der Vorschriften bezüglich des Schiffspersonals, insbesondere bezüglich der Anerkennung der nichtrheinischen Nachweise (Schiffsführerzeugnisse und Befähigungszeugnisse für die Radarfahrt) auf dem Rhein und der Mosel.
 - b) Entwicklung der Infrastruktur in Bezug auf umweltrelevante Herausforderungen und Sachzwänge, die sich aus den maßgeblichen Vorschriften ergeben.



Artikel 6

Die MK (Sekretariat und Ausschuss für Schifffahrtsabgaben) wird zur Mitarbeit an der Marktbeobachtung eingeladen, welche die ZKR in Zusammenarbeit mit der Europäischen Kommission und dem Binnenschifffahrtsgewerbe aufbaut. Die ZKR unterrichtet die MK über die Ergebnisse der laufenden Arbeiten. Die MK teilt der ZKR die ihr vorliegenden Informationen über den Moselverkehr mit, damit der Moselschifffahrtmarkt im Rahmen der europäischen Marktbeobachtung angemessen berücksichtigt werden kann. Beide Kommissionen vereinbaren für den Rhein-Mosel-Verkehr und dessen Förderung sowie für den Bereich der Wirtschaft und der Beförderungskosten in der Binnenschifffahrt die Modalitäten einer gemeinsamen Arbeit. Die Art und Weise, wie der Rheinschifffahrtmarkt in die künftige Marktbeobachtung integriert werden soll, wird von den beiden Sekretariaten unter Berücksichtigung der entsprechenden Zeitvorgaben festgesetzt.

Artikel 7

1. Im Rahmen der Zusammenarbeit in Bezug auf die Schifffahrtspolizeiverordnungen werden die Arbeiten zur Harmonisierung der MoselSchPV und der RheinSchPV fortgesetzt. Dazu werden gemeinsame Sitzungen der zuständigen Organe beider Seiten anberaumt. Besonderes Augenmerk wird auf der Einführung der Binnenschifffahrtsinformationsdienste (RIS) liegen, um die Voraussetzungen für eine stärkere Harmonisierung zu schaffen.
2. Die ZKR und die MK verpflichten sich, im Hinblick auf die Umsetzung der RAINWAT-Vereinbarung eng abzustimmen. Die beiden Sekretariate ergreifen dazu die erforderlichen Maßnahmen, einschließlich der Annahme des neuen Handbuchs Binnenschifffahrtfunk und dessen regelmäßiger Aktualisierung.

Artikel 8

Die ZKR und die MK bauen ihre Zusammenarbeit im Rahmen von Praktika der Mitarbeiter der beiden Sekretariate insbesondere in Bezug auf wirtschaftliche Aspekte und die gemeinsamen verordnungsrechtlichen Arbeiten der beiden Kommissionen zum Zwecke des Erfahrungsaustauschs und der weiteren Zusammenarbeit aus.

Artikel 9

Diese Kooperationsabmachung tritt an dem Tag in Kraft, an dem der Briefwechsel stattfindet, durch den diese Abmachung gebilligt wird.

Artikel 10

Diese Abmachung ersetzt die Kooperationsabmachung, die durch den Briefwechsel vom 12. September 2008 geschlossen wurde.

Artikel 11

Diese Kooperationsabmachung kann auf Antrag jeder der beiden Parteien geändert oder gekündigt werden; die Kündigung wird nach Ablauf einer dreimonatigen Kündigungsfrist wirksam.

Straßburg/Strasbourg, 25 III 2014

Für die ZKR/Pour la CCNR

Der Generalsekretär/Le Secrétaire Général
Hans van der WERF

Trier/Trèves,

Für die MK/Pour la CM

Der Präsident/Le Président
Max NILLES
